



De l'organisation de la division ou comment le SSP-enseignement ayant trouvé un os... il faut qu'il le ronge !

Le 5 mai 2016, le groupe enseignement du SSP s'est fendu d'un communiqué de presse dans lequel il accuse la SPG et l'UCESG de soumission à l'autorité, d'avoir bradé la formation continue en échange de...rien (l'application de l'accord que « rien ne dit qu'il soit appliqué ») et ceci sans avoir consulté l'ensemble des enseignants.

Pire, il s'engage maintenant sur le terrain nauséabond d'une pétition intitulée « Pas en notre nom » pour dénoncer le marchandage aboutissant à ce que l'essentiel de la formation continue organisée à Genève le soit hors temps scolaire.

Des positions prises démocratiquement

L'UCESG, la SPG et l'AGEEP rappellent que toute organisation démocratique prend mandat par la discussion et le vote de ses membres. La SPG l'a fait en convoquant une assemblée générale qui a discuté et voté. L'UCESG a tenu des assemblées générales dans tous les établissements du PO qui ont discuté et voté et dont les positions ont été communiquées et les votes confirmés par rien moins que deux assemblées des délégués mandatés.

Le SSP-enseignement, tous ordres d'enseignement confondus, rassemble au mieux l'équivalent des enseignants présents dans l'assemblée d'une seule école. Comment le SSP entend-il donner des leçons de démocratie...? De qui tient-il mandat, lui, l'ultra-minoritaire?

Quand le mensonge remplace l'argumentation

Le SSP-enseignement écrit - de façon on ne peut plus mensongère - que dans ce marchandage de formation continue hors temps scolaire contre les postes pour l'application intégrale du volet effectifs et maîtrises de l'accord et des postes d'appui au primaire, la conseillère d'Etat aurait ignoré *«superbement les oppositions fermes de la FAMCO et du SSP»*.

Non, cela est faux, il y a eu négociation. Or une négociation est une forme de « marchandage », et à moins d'être dans un rapport de force absolument gagnant, il y a forcément du donnant-donnant.

Rétablissons la vérité

Ajoutons qu'au moment du tour de table, lors de la première rencontre avec la conseillère d'Etat, le SSP et la FAMCO ont annoncé que la consultation interne de leurs membres n'avait abouti à aucune concession. Mais par la suite, lors des trois autres séances où les marges de la négociation étaient discutées, et pendant lesquelles le SSP est intervenu plusieurs fois sur d'autres éléments de la discussion, il n'y a eu aucune prise de parole de la part du SSP, ne serait-ce que pour rappeler leur opposition à toute concession. Est-ce cela que le SSP-enseignement appelle une « opposition ferme » ?

Le SSP-enseignement lance aujourd'hui cette opération de dénonciation de la SPG et de l'UCESG et de division des enseignants. Comment ose-t-il le faire alors que, comme membre de la Fédération des Enseignants Genevois (FEG), il a soutenu la défense de cette position auprès du conseil d'Etat ?

Rappelons que lors de l'AD du CARTEL intersyndical du 5 avril, l'assemblée a donné son aval à cette négociation sectorielle.

Signalons enfin et saluons au passage l'attitude de la FAMCO. Alors qu'elle a reçu mandat pour s'opposer également à toute économie dans l'enseignement, elle ne soutient pas cette pétition, pour préserver au mieux l'unité et la solidarité syndicale.

Sur le fond de la question

Il est vrai qu'il est choquant de constater que ceux qui nous gouvernent sont peu respectueux des accords qu'ils signent avec les partenaires sociaux. Malgré tout, ce sont eux qui ont été élus et c'est avec eux que nous devons continuellement discuter pour faire aboutir nos demandes légitimes.

C'est pourquoi, tout en rappelant qu'il est normal que tous ne partagent pas les décisions démocratiques de la majorité, par cet accord nous avons :

1. réaffirmé publiquement l'importance que nous donnons au respect des accords, dont un élément central est justement celui des effectifs de classe ;
2. rappelé par ce biais que nous sommes prêts à reprendre la grève des notes en cas de non respect futur de leur part ;
3. montré au public, auprès de qui l'image des enseignants est souvent caricaturale, que nous savons faire la part des choses et sommes prêts à faire des concessions lorsque les conditions d'enseignement et d'apprentissage sont en jeu ;
4. obtenu les 40 postes nécessaires à la baisse des effectifs de classe au PO, aux maîtrises au CO et au PO et 7 postes au primaire pour l'appui à la lecture ;
5. contribué à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves les plus défavorisés dans le secondaire et au primaire.

Sans cette négociation, il n'y aurait pas eu respect des accords de 2013.

**C'est pourquoi, pour rejeter le mensonge et la division,
l'UCESG, la SPG et l'AGEEP vous appellent
à ne pas signer la pétition du SSP-enseignement !**